



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 505 – 8 septembre 2023

## ❖ Régional

La CEDEAO adopte une stratégie régionale visant à accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf

Dans un [communiqué](#) daté du 4 septembre, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) déclare adopter une stratégie régionale visant à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cette stratégie a été approuvée lors de la 90e session du Conseil des ministres de la Communauté qui s'est tenue en juillet à Bissau et répond à « l'Ambition 2023 » de l'Union africaine qui poursuit « l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf ». La stratégie vise à exploiter les progrès et les acquis de l'intégration régionale afin de tirer le meilleur parti des avantages économiques d'un marché commun à l'échelle du continent et passe notamment par un renforcement de la capacité de production des Etats membres ainsi qu'une meilleure coordination entre leurs stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECAf. Il est exigé de ces dernières qu'elles soient un outil pour l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Pour rappel, la ZLECAf est entrée en vigueur le 1er janvier 2021 pour les pays ayant ratifié l'accord et représente un marché unique de 54 pays, dont 13 membres de la CEDEAO. En février 2023, 24 pays et une communauté économique régionale (CER) avaient validé leurs stratégies de mise en œuvre et 9 étaient effectivement mises en œuvre.

## LE CHIFFRE À RETENIR

3,25%

Le principal taux directeur de la BCEAO à compter du 16 septembre

## Hausse du principal taux directeur de la BCEAO de 25 points de base

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est réuni le 6 septembre. A l'occasion de cette [réunion ordinaire](#), il a été décidé de relever de 25 points de base l'ensemble des taux directeurs à partir du 16 septembre, ce qui portera le taux principal de 3% à 3,25%. Ce rehaussement intervient notamment dans un contexte de montée des incertitudes au niveau régional, de renchérissement des conditions financières sur les marchés internationaux et de persistance de tensions inflationnistes. En effet, bien qu'orientée à la baisse en ce début d'année (passant de 5,8% au T1 à 4% au T2 puis 3,4% en juillet), l'inflation pourrait évoluer à la hausse en août-septembre d'après [les dernières prévisions de la BCEAO](#), à hauteur de 3,6% puis 3,9%, exprimée en glissement annuel. La croissance économique, projetée à 5,6% par la BCEAO, resterait quant à elle dynamique. Enfin, la BCEAO enregistre une évolution soutenue des crédits à l'économie de 16,2% en rythme annuel à fin juin.

## Engagement du Fonds vert pour le climat au profit de la Côte d'Ivoire et du Libéria

Le Fonds vert pour le climat [a approuvé](#) un engagement de 115 Mds FCFA (189 M USD) à destination de 11 pays dont 5 pays africains. **Parmi eux, la Côte d'Ivoire et le Libéria recevront des fonds visant à soutenir l'agriculture durable et en particulier respectueuse des forêts.** Les productions ciblées sont notamment le cacao, l'huile de palme, le soja et le caoutchouc. Les entreprises agricoles se verront octroyer directement des subventions ou des prêts en **contrepartie de l'adoption de pratiques durables** participant à la protection et à la restauration des forêts.

## 🇸🇵 Bénin

### La rénovation stratégique du corridor Cotonou-Niamey remise en cause par la suspension des financements de la MCC

Le 2 septembre, la *Millenium Challenge Corporation* (MCC), l'une des principales agences de développement américaines, a [annoncé](#) la suspension de tous ses financements à destination du Niger en raison **du coup d'Etat** tout en soulignant son accompagnement continu du gouvernement nigérien depuis 2006. Cette décision concerne notamment le développement du [corridor](#) Cotonou-Niamey, **auquel l'agence avait accordé en 2022 un financement de 504 M USD, dont 202 M USD pour le Bénin et 302 M USD pour le Niger.** *A minima*, la partie nigérienne du corridor, en particulier le tronçon de 127 km Dosso-Niamey, serait **concernée, tandis qu'un flou demeure** quant à la portion béninoise, en particulier le tronçon endommagé de 83km Bohicon-Dassa-Zoumè. Pour rappel, le port de Cotonou draine 4 M de tonnes de marchandises par an en provenance ou à destination du Niger.

## 🇸🇵 Burkina Faso

### Adoption d'une Loi de finances rectificative pour 2023

Le 30 août, le Conseil des Ministres a [adopté](#) un projet de Loi de finances rectificative (LFR) au titre de l'exercice 2023. Selon cette LFR, les recettes budgétaires devraient s'élever à 2 687,4 Mds FCFA (4,1 Mds EUR) en 2023, soit une légère hausse de 2,1% par rapport à la Loi de finances initiale (LFI), tandis que les dépenses devraient s'élever à 3 292 Mds FCFA (5 Mds EUR), soit une augmentation de 1,8% par rapport à la LFI. Le besoin de financement en serait alors inchangé, à près de 605 Mds FCFA (0,92 Md EUR).

### 51% des recettes budgétaires annuelles mobilisées à fin juin 2023

Le 30 août, le [Conseil des ministres](#) a adopté un **rapport relatif à l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 30 juin.** Dans le détail, les recettes budgétaires mobilisées s'élèvent à 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), soit un taux de recouvrement de 51,3% par rapport à la prévision annuelle contre 49,6% à la même période en 2022. Dans le détail, le recouvrement des recettes ordinaires se chiffre à 1 232 Mds FCFA (1,9 Md EUR) en hausse de 10,9% en g.a. et les **recettes extraordinaires recouvrées s'élèvent à 168 Mds FCFA (256 M EUR),** soit une hausse de 60,9% en g.a. Quant aux dépenses, le montant engagé et visé au 30 juin, se chiffre à 1856 Mds FCFA (2,8 Mds EUR), **soit un taux d'exécution de 57,4%** par rapport à la prévision annuelle et une hausse de 32,7% en g.a.

## 🇸🇵 Cap-Vert

### Vinci Airports réitère son engagement en faveur du développement dans le cadre de ses concessions

Lors d'une audience avec le Président de la République du Cap-Vert, le Président de Vinci Airport a réitéré [l'implication de l'entreprise](#)

[française pour le développement du Cap-Vert](#), qui s'est matérialisée en juillet par la signature d'une concession de 40 ans pour les quatre aéroports internationaux et trois aérodromes du pays. Le versement de la première tranche de 35 M EUR par Vinci à l'Etat au titre de la concession a été effectué et celui de la deuxième tranche de 45 M EUR le sera d'ici quelques mois. Le Président de Vinci a notamment mis en avant leur engagement environnemental, avec des investissements pour la production d'énergie renouvelable pour les aéroports de Sal, Boavista et Praia.

## 🇨🇮 Côte d'Ivoire

La Société générale voit son bénéfice augmenter de 58% au S1 2023

La Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI), leader sur le marché bancaire national, aurait réalisé au cours du premier semestre 2023 la [meilleure performance](#) parmi les acteurs du secteur bancaire de la BRVM. Par la publication le 6 septembre de son activité semestrielle, elle a dévoilé un bénéfice de 44,5 Mds FCFA (soit 67,8 M EUR) en hausse de 58% au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Cette performance s'explique par une hausse de 12,7% des intérêts et produits assimilés et une hausse de 19% des commissions, qui ont donné lieu à produit net bancaire de 121,7 Mds FCFA (soit 185,5 M EUR) en hausse de 18%.

### Inauguration du 5<sup>ème</sup> pont d'Abidjan

Samedi 12 août, le président de la République de Côte d'Ivoire a procédé à [l'inauguration](#) du 5<sup>ème</sup> pont d'Abidjan, également connu sous le nom de pont Alassane Ouattara ou pont de Cocody. Les travaux, réalisés par le groupe chinois *China Road and Bridge Company* (CRBC), auraient représenté un [investissement](#) total de plus de 105 Mds FCFA (160 M EUR), dont au moins 77,5 Mds FCFA (118 M EUR) de prêts de la Banque islamique de développement (BisD). Son inauguration marque une étape importante dans l'effort de modernisation de la mobilité à Abidjan.

L'objectif est de garantir la fluidité du trafic en contribuant à désengorger les axes routiers les plus fréquentés, avec un trafic sur le pont estimé à 50 000 véhicules par jour. L'ouvrage principal du pont, d'une longueur de 630 mètres avec quatre voies de circulation, relie les communes de Cocody et du Plateau.

## 🇬🇲 Gambie

Les recettes budgétaires inférieures aux objectifs pour le S1 2023

Le ministre des Finances et des Affaires économiques, a annoncé que la [performance globale des recettes du premier semestre était inférieure à celle attendue du budget](#). Cela s'expliquerait notamment par un retard dans le décaissement des appuis budgétaires des bailleurs, mais également par des revenus non-fiscaux inférieurs de 25% aux objectifs. Le ministre a souligné que la mise en œuvre du budget demeurerait prudente, la mobilisation effective des recettes ayant été inférieure aux prévisions de 1,83 Mds GMD (28 M EUR), ce qui aurait toutefois été compensé par des dépenses réalisées inférieures au budget de 2,8 Mds GMD (43 M EUR). Selon le ministre, les dépenses d'investissements devraient se matérialiser au cours du deuxième semestre avec plusieurs importants [projets d'infrastructures](#).

## 🇬🇳 Guinée

Adoption du document de programmation budgétaire pluriannuel 2024-2026

Le 28 août, le [gouvernement](#) guinéen a présenté son [document de programmation budgétaire pluriannuel 2024-2026](#). Sur cette période de trois ans, les recettes s'élèveraient à 108 132 Mds GNF (11,7 Mds EUR). Par rapport au projet de loi de finances rectificative de 2023, ce montant implique une hausse de la mobilisation des recettes de 3,8% pour l'année 2024, de 9,5% en 2025 et de 14,9% en 2026. Sur la période, le taux

de prélèvements obligatoires est projeté à 12,6% par an en moyenne. S'agissant des [dépenses](#), sur un total de 132 605 Mds GNF (14,4 Mds EUR), le gouvernement a annoncé consacrer 58 987 Mds GNF (6,4 Mds EUR) aux investissements, soit plus de 44% du budget, dont une hausse des [dépenses d'investissements](#) de 10,6% en 2024 par rapport à l'an passé. Enfin, le déficit devrait s'élever sur la période de trois ans à environ 24 473 Mds GNF (2,7 Mds EUR).

### Un accord de coopération et d'investissement autour de Simandou signé entre WCS et Baowu

Un [accord](#) d'investissement et de coopération pour la mine de fer de Simandou a été signé le 6 septembre à Pékin. Il lie *Winning Consortium Simandou* (WCS), le consortium sino-singapourien-guinéen détenteur des blocs 1 et 2 de la mine, et *China Baowu Iron & Steel Group*, le premier producteur mondial d'acier. Cet accord prévoirait une prise de participation de 49 % de *Baowu* dans les infrastructures de Simandou et de 51 % dans la mine de WCS dès son entrée en production, ce qui en ferait l'actionnaire majoritaire. La prise de participation effective nécessiterait encore l'accord de la *National Development and Reform Commission* (NDRC).

## 🇱🇮 Libéria

Le chinois *Bao Chico* procède à sa première exportation de fer de la zone de Bong

Cette semaine, l'entreprise chinoise *Bao Chico Resources Liberia Company*, du groupe *Baowu*, aurait acheminé sa [première cargaison](#) de 45 000 t de minerai de fer jusqu'au port de Monrovia. Ce minerai de fer provient d'une mine d'une capacité de 1,5 M de tonnes par an située dans la zone de Bong (centre). Cette exploitation intervient dans le cadre de l'accord de développement minier (*Mineral Development Agreement*, MDA) avec le gouvernement du Libéria et dont un amendement aurait

récemment été ratifié par la chambre des représentants.

## 🇲🇱 Mali

Interdiction des exportations brutes de lithium de Goulamia

Le 4 septembre, l'entreprise australienne *Leo Lithium* a annoncé [renoncer à l'exportation](#) de son minerai à expédition directe (*Direct Shipped Ore*, DSO). La première production de ce minerai avait été annoncée le 30 juin dernier sur le site de Goulamina, première mine de lithium du pays à 150 km au sud de Bamako et co-détenue par *Leo Lithium Ltd* et le chinois *Gangeng Lithium*. L'exportation de ce minerai non transformé devait débuter au dernier trimestre 2023 et a été finalement suspendue suite à une demande des autorités maliennes formulée le 17 juillet dernier et restée confidentielle. *Leo Lithium* a annoncé que la production de concentré de spodumène est toujours prévue pour le deuxième trimestre 2024. Une des [hypothèses avancées](#) pour ce report des exportations serait la volonté pour le gouvernement de maximiser les revenus du projet, le concentré de spodumène étant mieux valorisé que le DSO.

## 🇲🇷 Mauritanie

Conclusions sévères du FMI à l'issue du diagnostic de la gouvernance sous l'ancien Président

Le FMI a réalisé en 2022 un diagnostic sur la **décennie de gouvernance de l'ancien président** Mohamed Ould Abdel Aziz. Dans son rapport, non rendu public, mais dont des éléments ont été [relayés dans la presse](#), le FMI aurait mis en avant la manière dont le système public a été dévoyé pour servir des intérêts privés, tel que **révélé par l'enquête parlementaire dès 2020**. Le FMI aurait relevé plusieurs exemples de mauvaise gouvernance, dont **l'attribution de nombreux marchés de gré à gré (89% des marchés d'infrastructures)** - alors que dans la plupart des

cas, rien ne justifie ce procédé exceptionnel, des gestions opaques d'appels d'offres, le recours abusif à la sous-traitance. Sont enfin pointées de nombreuses pratiques de gestion de biens publics favorisant des intérêts particuliers au sein d'institutions et d'entreprises comme la Société Nationale de l'Industrie et des Mines (SNIM), la Société Nationale d'Electricité (SOMELEC) et la société Nationale d'Import et d'Export (SONIMEX).

## 🇳🇮 Niger

### Suspension des activités humanitaires dans les zones d'opérations militaires

Dans un communiqué [lu à la télévision publique le 31 août](#), le ministère de l'Intérieur a annoncé la suspension de toutes les activités des organisations internationales, ONG et agences des Nations unies dans les zones d'opérations militaires en raison de « la situation sécuritaire ». Cette décision concerne des régions déjà particulièrement affectées par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et un faible accès aux services de base et risque d'aggraver la détresse des populations. Elle intervient après un [communiqué de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés \(HCR\) du 29 août](#) s'alarmant de l'effet des sanctions, qui se matérialise par une forte inflation et un manque de ressources, auquel s'ajoute la récente recrudescence de la violence des attaques de groupes armés non étatiques qui ont entraîné plus de 20.000 nouveaux déplacements internes au cours du mois de juillet.

## 🇸🇳 Sénégal

### Croissance économique revue à la baisse par le FMI à 4,1% pour 2023

Dans [un communiqué](#) du 7 septembre, les services du FMI ont présenté les conclusions de leur mission à Dakar du 31 août au 7 septembre dans le cadre de la préparation de la première revue du programme validé en juin dernier. En raison d'une activité économique plus faible que prévue sur le premier semestre 2023 (notamment du secteur tertiaire en raison des tensions politiques et sociales), le taux de croissance est revu à la baisse à 4,1% en 2023 (contre 5,3% prévu en juin). Elle devrait toutefois atteindre 8,8% en 2024 à la faveur du début d'exploitation des hydrocarbures (repoussée au 2<sup>nd</sup> semestre 2024). L'inflation resterait élevée en 2023, du fait de nouvelles pressions inflationnistes provenant de produits alimentaires de base (riz, oignon, sucre), et s'établirait à 6,1% en moyenne annuelle (contre une projection de 5%). Le déficit public se maintiendrait à 4,9% en 2023 avant de baisser à 3,9% du PIB en 2024 grâce aux efforts d'assainissement budgétaire. Les services encouragent les autorités à rationaliser les exonérations fiscales, à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie de recettes à moyen terme (SRMT), mais également à éliminer progressivement les subventions à l'énergie (1% du PIB en 2024).

### Publication du document cadre de financement durable

Le Sénégal, par le biais du Ministère des finances et du budget (MFB), [a publié](#) le 6 septembre, son document-cadre de financement durable, qui a pour vocation d'englober l'éventail de sources de financements, nationaux et internationaux, dans le but d'accroître les investissements orientés en particulier vers les programmes à fort impact sur les ODD. Le document permettra à l'Etat de mettre en place des financements (i) fléchés sur 10 dépenses éligibles, dont 7 sociales et 3 environnementales, et/ou (ii) indexés sur des

cibles officielles de performance durable. Le MFB a bénéficié du soutien de *Natixis CIB Green & Sustainable Hub* dans la structuration du document et devrait travailler avec la Banque mondiale et le PNUD pour l'animation des programmes de financement. Aligné sur les principes applicables aux obligations durables édictés par l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) et l'Association des marchés de prêts (LMA), ce document a fait l'objet d'une évaluation indépendante de *Moody's ESG Solutions* qui lui a attribué la note « avancée » (meilleur score possible).

**Le marocain *Houar Enterprise Compagny* remporte 2 contrats de 100 M EUR pour la construction d'infrastructures routières**

D'après un communiqué du 5 septembre, la société marocaine *Houar Enterprise Compagny* a remporté deux contrats d'un montant total de près de 100 M EUR pour la construction d'infrastructures routières dans le nord du pays. Le premier contrat, financé à hauteur de 70,2 M EUR par le Gouvernement du Sénégal, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (KFAED), porte sur la construction d'une autoroute de 11 Km reliant Gandon à Saint Louis (nord-ouest). Le second, sur financement de la Banque africaine de développement (BAfD), concerne la réalisation de la route dite « Boucle du riz » de 51 km d'un coût de 29,5 M EUR. Ces projets visent à désenclaver les localités septentrionales du pays et à promouvoir leur développement économique.

## Togo

**Première liaison d'Asky Airlines avec un pays d'Afrique de l'est**

Outre l'entrée au capital de l'État togolais dans la compagnie aérienne *Asky Airlines* annoncée récemment, cette dernière vient de communiquer sur l'ouverture d'une nouvelle liaison à destination de Nairobi, au Kenya, à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain et à raison de trois vols hebdomadaires, ce qui représentera sa première liaison vers un pays d'Afrique de l'est. Par ailleurs, la compagnie a annoncé avoir réceptionné le 1<sup>er</sup> septembre dernier deux nouveaux Boeing 737 Max, portant ainsi sa flotte à 14 appareils.

**Une nouvelle usine de transformation de soja désormais opérationnelle**

La Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a annoncé, le 31 août, l'opérationnalisation d'une nouvelle usine de transformation de soja, la plus grande du pays, nommée *Togo Soja*. Dans son communiqué, la PIA indique que l'usine aurait déjà atteint son objectif de transformation de 50 000 tonnes de soja. L'usine est équipée de deux unités de transformation, pouvant produire de l'huile de soja, des tourteaux, ainsi que d'autres dérivés du soja qui serviront notamment de fertilisants aux agriculteurs. La production de l'usine est destinée à l'exportation. Elle représente un investissement total de près de 16 Mds FCFA (25 M USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)